



Éditorial

Comprendre le monde

Ce numéro de *Développement et Civilisations* se veut didactique. Nous ne proposons pas, ce mois-ci, d'analyse politique d'une situation ou d'un enjeu international comme nous le faisons habituellement. Le pari, en ouvrant le débat avec Denis Viénot, qui fut président de Caritas Internationalis et officie toujours au Secours catholique, est de donner à réfléchir sur notre action et celle de nos partenaires.

Le monde a changé ces dernières décennies. La donne n'est plus celle de la décolonisation, comme à l'époque de Louis-Joseph Lebret. De nouveaux acteurs de solidarité apparaissent. Les ONG prolifèrent dans de nouvelles régions du monde, grâce au basculement de la prospérité opéré par la mondialisation. Qu'en déduire ? Comment appréhender ces réalités ? Il est bon, quelquefois, de prendre le temps d'y réfléchir, pour rebattre les cartes. C'est ce débat que nous tentons d'ouvrir avec vous.

L'autre pari est d'écouter, à travers Denis Viénot, l'expérience d'un réseau unique : celui des Caritas. Demain, une discussion similaire serait bénéfique avec nos amis du CCFD-Terre solidaire. Au Centre Lebret-Irfed à Paris, chez nos partenaires aussi, nous avons besoin de ré-irriguer notre pensée, et de partager parfois nos frustrations ou nos espoirs. Car rien n'est pire, dans un monde qui change à une vitesse toujours accrue, que de se murer dans ses certitudes sans chercher à le comprendre.

Richard Werly
publications@lebret-irfed.org

« L'émergence du plaidoyer a bouleversé le paysage humanitaire »

Denis Viénot* est un compagnon de route de longue date de la solidarité internationale. Au Secours catholique, mais aussi à la tête de Caritas Internationalis, il a été le témoin des grands changements survenus en matière d'aide au développement. Il le raconte dans un livre : *La justice dans la peau - Géopolitique de l'action humanitaire*. Rencontre.

***Développement et civilisations* : Écrire un livre consacré à la solidarité internationale après tant d'années passées aux côtés d'acteurs engagés, du Secours catholique français à Caritas Internationalis, c'est d'abord vouloir leur rendre hommage ?**

Denis Viénot : Mon idée de départ était de faire découvrir aux lecteurs des projets, des problématiques de terrain, et de faire, en quelque sorte, un travail d'allers et retours entre observations et analyse, autour de quatre ou cinq convictions fortes qu'il me paraissait intéressant d'appuyer à la fois sur la réflexion et sur la vie d'un réseau. Je m'explique : il faut juger la qualité des usines par la qualité des voitures qui en sortent. D'où l'importance de s'intéresser à ce qui est produit par la machine humanitaire. Nous devons savoir regarder ce que les acteurs produisent comme solutions pour des populations aussi vulnérables que celle d'Haïti aujourd'hui, par exemple.

***D&C* : Agit-on pour autant en 2010 comme en 1980 ? Aide-t-on de la même manière ? Quels changements avez-vous vu s'opérer sur le terrain de la solidarité ?**

DV : Si j'ai le droit à une seule réponse, je dirais que le principal changement est l'émergence du plaidoyer et de l'intégration de la dimension politique dans la quasi totalité des actions que nous menons. L'analyse de ce qui fabrique de la pauvreté, surtout quand elle est de longue durée, est incontournable. Le rôle joué par les phénomènes sociologiques, religieux ou sociaux, et l'importance du non-respect des droits de l'homme sont au cœur de notre agenda. Avec des conséquences capitales pour les gouvernements en place. Prenez, par exemple, le gouvernement pakistanais, qui réagit hyperintelligemment tout de suite après le tremblement de terre de septembre 2005. Il s'aperçoit qu'il commence à y avoir des abus contre les femmes et des problèmes d'adoption d'enfants, et interdit immédiatement toute adoption d'enfants pakistanais à l'étranger. Le politique a repris le pouvoir.

Pour moi, l'un des déclics a été ma rencontre avec un évêque brésilien, ex-président de Caritas Internationalis. On parlait toujours, en Europe, d'apprendre aux gens à pêcher, etc. Lui a répondu sans nuance : « Oui, oui, oui,

* Denis Viénot a été secrétaire général du Secours catholique de 1991 à 1998, président de Caritas Europa de 1999 à 2005 et premier président laïque de Caritas Internationalis, confédération de 164 Caritas nationales, de 2005 à 2007. Son livre est paru en 2010 aux éditions Desclée de Brouwer.

c'est du baratin ça ! Apprendre à pêcher à quelqu'un s'il n'a pas le droit de pêche, si les bateaux-usines raclent les fonds de la mer, à quoi cela va-t-il lui servir ? À rien ! » Ça, c'est une très, très grande évolution.

D&C : Les organisations caritatives de l'Église catholique, ou liées à l'Église, ont-elles subi la même mutation ?

DV : Bien sûr. En témoigne l'engagement de Jean Paul II dans la campagne de l'an 2000 sur la dette, qui a été précédée de nombreux travaux. Cette campagne a sûrement été l'un des moteurs de l'acceptation paisible par les chrétiens de la légitimité de cette dimension politique. Je pense aussi, aujourd'hui, aux positions incessantes du magistère sur les questions de migration, qui sont 2 000 km en avance sur l'opinion catholique moyenne. Ces deux exemples ont certainement été des facilitateurs de l'intégration de la dimension politique dans l'action sociale et humanitaire.

D&C : Quid de l'engagement sur le terrain, des actions concrètes ?

DV : Elles fondent notre action et rendent notre parole inattaquable. Cet engagement, c'est notre différence. Au sein d'un réseau catholique, on est incontournable quand on s'appuie sur des faits. Prenez la situation des sans-papiers en France, dans laquelle le Secours catholique est massivement engagé. Le poids de sa parole, sa crédibilité, est fondée sur le fait que ses antennes accueillent de façon illégale

des migrants clandestins et que cela va continuer. Le Secours catholique a bien raison d'être dans l'illégalité pour faire ce boulot-là ! Et si quelqu'un vient l'embêter, et bien, rendez-vous devant le tribunal correctionnel ! Voilà pourquoi une parole émanant de la pratique est différente. Je pense aussi à la question du climat. Il est très intéressant de voir aujourd'hui comment beaucoup de pays font évoluer les programmes d'assistance pour tenir compte du changement climatique. Les gens du Bangladesh, par exemple, réfléchissent beaucoup à ces sujets. Là, le concret et la politique, l'action et le plaidoyer, se rejoignent.

D&C : N'est-il pas temps, dès lors, de laisser davantage la place aux organisations du Sud ? Les occidentaux ne devraient-ils pas s'effacer davantage ?

Cela dépend des pays, et de la force de leurs organisations. En Amérique latine, il n'y a pas besoin d'envoyer du monde. Il y a tout le monde qu'il faut dans tous les pays de la région. L'important, je crois, est de prendre conscience des différents niveaux d'action. Il y a le niveau de la catastrophe immédiate, et celui de l'action dans la durée qui se développe après.

Il faut aussi redire certaines vérités. Après un tremblement de terre, on retire des décombres 80% des personnes vivantes dans les quatre premières heures. Peu importe que le séisme ait lieu à Nice ou à Port-au-Prince, à Mexico ou au Pakistan : l'urgence se mesure en minutes. Alors, c'est bien d'envoyer des gens qui vont, douze jours après, sortir la dernière

petite fille vivante, mais comment faire pour les quatre premières heures ? Les quatre premières heures, c'est les gens sur place. Donc il faut former les gens du pays, les aider à avoir une protection civile locale.

Lorsque nous avons fait des abris anticycloniques au Bangladesh - et nous continuons d'en construire, de les réparer, de les améliorer - nous avons mis au point avec le gouvernement du Bangladesh un système d'alerte hypersimple. Dès qu'une menace survient (on est toujours au courant dans cette zone-là, car la vague provient d'un phénomène météo qui peut être connu avec une anticipation de six à sept heures), l'alarme est donnée quatre ou cinq heures avant que la déferlante atteigne le rivage, par radio et grâce à des gardes champêtres qui vont dans tous les villages dire aux gens « Mettez-vous à l'abri ! » Je pense aussi au programme de formation que nous avons mis en place au Pakistan, précisément pour faire face à l'urgence...

L'action dans la durée mérite en revanche une réflexion différente. Là, cela va dépendre de la force et de la faiblesse des organisations de la société civile locale, de leur capacité à agir, de leur pertinence et des moyens à mettre en œuvre ; certains pays ont tous les moyens qu'il faut et d'autres ne les ont pas. La professionnalisation de l'humanitaire, dans les pays développés, a permis d'aboutir à des normes de protection, de vigilance à l'égard des femmes et des enfants dans les camps de réfugiés, par exemple. Ce sont des espèces de pense-bêtes, des métho-

Extraits du livre *La justice dans la peau - Géopolitique de l'action humanitaire*

« Corruption - une addition payée par les pauvres »

En juin 2006, une conférence internationale, « La lutte contre la corruption », est organisée à Rome par le Conseil pontifical Justice et Paix. Son président, le Cardinal Martino, la conclut en déclarant : « Il n'est pas acceptable que l'addition de la corruption soit payée par les pauvres. »

Il fait ainsi écho aux propos tenus par Eva Joly*, l'ancienne magistrate française de l'affaire Elf, devenue conseiller spécial du gouvernement norvégien pour la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. Elle proclame la corruption contraire aux vertus démocratiques, une incivilité, un mensonge qui voile les réalités. La Norvège par exemple consacre une part significative de sa généreuse aide publique au développement au soutien des organes de justice, aux politiques de

prévention et de formation, même au financement de procès.

Plus largement, la plate-forme française « Paradis fiscaux et judiciaires » [...] explique comment les détournements annuels de fonds correspondent à cinq fois le montant mondial de l'aide publique au développement. Leur total se situe aux alentours de 100 à 110 milliards d'euros. La corruption compte pour 5 milliards, le crime pour 30 milliards et la fraude fiscale ou commerciale pour 70 milliards. Les paradis fiscaux et judiciaires permettent aux banques de faire transiter, sans risque et dans l'opacité, des fonds liés à la corruption. [...] Soixante pays au moins sont des paradis fiscaux et judiciaires. Les fonds arrivent propres, il vaudrait mieux dire « nettoyés », souvent avec la protection d'un pays de

passage qui refusera de répondre aux demandes d'entraide judiciaire. [...] Les entreprises multinationales ont, elles, organisé l'abus fiscal légal en vendant par exemple un produit à bas prix à une filiale logée dans un paradis fiscal. Celle-ci le revend à un prix plus élevé. Cela permet de localiser le bénéfice dans un pays où il est peu ou pas imposé. Les banques ou les assurances peuvent faire de même avec des commissions. Alors que la communauté internationale, en dépit de ses grands discours, reste timorée, des sanctions devraient être prises contre ces paradis fiscaux. La création d'un organisme de contrôle par les Nations unies et l'adoption d'un code de conduite seraient des actions efficaces.

* Eva Joly est aujourd'hui députée européenne pour Europe Écologie

dologies d'action rapide qui sont tout de même très utiles, bien qu'elles soient parfois critiquées. Globalement, elles rendent service.

D&C : Une autre question récurrente est celle des droits fondamentaux. N'y a-t-il pas, dans certaines circonstances et sous certaines latitudes, des droits prioritaires à défendre, en lien avec nos partenaires du Sud ?

DV : Prioritaire, cela implique-t-il une hiérarchie de droits ? Dans ce cas, au Pakistan par exemple, il est évident que le droit des femmes est plus important que le droit d'avoir accès à des émissions de télévision de qualité. En fait, la problématique des droits est profondément liée à la conception de la vie humaine que l'on a. Quels sont alors les droits les plus utiles, les plus importants, ceux qui fourniront le meilleur « effet de levier » pour la promotion et la dignité des personnes ? C'est une question stratégique.

D&C : Nous la posons car on l'entend souvent sur le terrain, et surtout à propos du changement climatique. Dans certains pays, la « fièvre verte » des occidentaux agace...

DV : Le président de Caritas Liban m'en parlait justement l'autre jour. « Ils m'agacent à Caritas Internationalis, me disait-il, à m'envoyer des communiqués sur le changement climatique. Moi, mon problème est de savoir comment nourrir les gens ! » Je dirais, pour répondre, qu'il y a des droits minimums, tout comme des mécanismes d'oppression insupportables, auxquels il faut porter une attention privilégiée. En Europe par exemple, le droit des migrants à un accueil digne est un droit fondamental. Au Pakistan, au Bangladesh, le droit pour les femmes à occuper une juste place dans la société ou à résister contre l'oppression est aussi prioritaire. J'aurais tendance à regarder lieu par lieu, et à m'interroger : quelles sont les plus affligeantes et catastrophiques oppressions que seule la mise en œuvre de droits - et la sanction de leur non-respect - peuvent empêcher ? On peut se bagarrer sur la liste de ces droits fondamentaux mais, oui, certains le sont plus que d'autres. Ce qui nous amène au débat classique entre les droits politiques et les droits économiques et sociaux. Gare, aussi, à ne pas occidentaliser cette discussion. La façon que nos sociétés ont d'aborder la question des droits ne doit pas être exportée partout.

D&C : En somme, en trente ans, la donne humanitaire internationale a radicalement changé. Et les termes du débat sur le développement aussi ?

DV : Non seulement l'univers mental a changé, mais on observe chez nos partenaires un désir d'autonomie que l'on ne regarde pas toujours avec sympathie. Prenez Caritas Internationalis : la tension existe, au sein de l'organisation, pour savoir s'il faut ou non renforcer le poids des sept régions qui la composent. C'est un vrai sujet, pour un réseau comme le nôtre mais aussi pour d'autres, comme les Nations unies. Renforcer les régions mène à renforcer leur poids politique... Notre intérêt, je le crois, est de décentraliser nos activités. Mais cela entraîne beaucoup de conséquences.

D&C : La jeunesse, elle aussi, a beaucoup changé. Comment faire aujourd'hui pour la sensibiliser, l'impliquer, lui inculquer les valeurs de solidarité ?

DV : La clef, c'est la communication, tout ce qui tourne autour de l'information et de la communication.

D&C : Et ce supposé « clash des civilisations » ? S'est-il, au cours de toutes ces années, dressé devant vous comme un obstacle ?

DV : J'ai tendance à considérer que les problèmes sont plus culturels et religieux que seulement religieux. La solidarité internationale, qu'elle soit chrétienne ou non, est un lieu de dialogue, aussi bien interreligieux qu'œcuménique. Or, on doit compter désormais, en raison des sectes et des groupes fondamentalistes chrétiens, avec la montée d'une intolérance et d'un lien entre action humanitaire et prosélytisme, qui pose beaucoup de problèmes aux Églises chrétiennes, catholiques, et à la Caritas. Un Indonésien « de base » ne sait pas la différence entre une secte fondamentaliste protestante américaine et un cardinal avenant à Djakarta ! Ça crée de la « friture sur la ligne » ! D'où l'importance d'avoir, sur le terrain, des gens qui soient vigilants aux différences religieuses et culturelles et qui les « négocient » bien, qui les articulent bien, qui les respectent... Le mélange religieux - culturel me paraît plus fondamental que le religieux - religieux, bien qu'il y ait chez les religieux fondamentalistes musulmans, hindouistes ou chrétiens, des gens qui « ont des problèmes ».

Libre propos

En République tchèque, l'ambiguïté de l'action pour la solidarité

Les ONG tchèques engagées dans le développement et l'humanitaire sont parmi les plus dynamiques au sein des nouveaux membres de l'Union européenne. Et, avant que la crise ne vienne le diminuer, le budget tchèque représentait l'aide publique au développement la plus élevée de l'Union.

La Caritas de l'Église catholique romaine et l'ADRA adventiste, principales organisations religieuses dans ce domaine, sont reconnues pour leur engagement et leur capacité à diriger des projets partout dans le monde. Un grand nombre d'ONG (dont People in Need, la plus importante de toute l'Europe centrale et de l'Est), travaillent avec des volontaires au Sud ou promeuvent le commerce équitable. Une campagne antipauvreté menée par plus de 40 organisations a rencontré un vif succès. Les Tchèques sont disposés à donner beaucoup d'argent pour soutenir les victimes ou les enfants au Sud...

La principale différence avec la situation discutée par Denis Viénot est le manque d'esprit critique et d'actions de plaidoyer ou de lutte contre les règles injustes, causes de pauvreté et d'exclusion. La société civile tchèque accepte l'idée d'aider ou même de renforcer la démocratie en Irak mais se méfie de mots comme « justice ».

Reprenons l'exemple de la campagne du Jubilé pour l'allègement de la dette des pays pauvres ; à ce jour, elle n'est portée que par l'Ekumenická Akademie Praha, organisation que je représente. L'EAP suit cette question depuis 1999 et est devenue en 2000 le partenaire local pour ce mouvement global, à l'occasion du sommet de la Banque mondiale et du Fond monétaire international à Prague. Il fut presque impossible d'obtenir des Églises un soutien significatif pour la plupart des actions (travail auprès des médias, conférences, manifestations). Et seules trois ou quatre ONG tchèques se sont engagées financièrement. Le thème est trop « politique ».

Des réticences similaires s'observent lorsque l'on traite de problèmes domestiques, et cela en partie à cause de l'héritage de l'ère communiste. Pourtant, vingt ans après, c'est plutôt l'idéologie capitaliste qui ne laisse aucune place à des alternatives de démocratie socialiste, d'enseignement social catholique ou de démocratie participative.

Le défi reste de taille, pour les forces progressistes au sein de la politique, des Églises et des organisations de la société civile : agir et éduquer pour que le politique et l'économique soient porteurs d'émancipation. Cela ne peut se faire qu'en travaillant en réseau avec des partenaires. C'est pourquoi la participation au Réseau international Leuret nous est si importante.

Jiří Silný
ekumakad@ekumakad.cz

D&C : L'aide publique au développement (APD) est aussi le sujet de controverses récurrentes. Très souvent, celle-ci a servi, et sert encore, à ménager les intérêts commerciaux des pays donateurs. Les organisations non gouvernementales (ONG) ne sont-elles pas parfois complices ?

DV : Chaque grand pays européen a, sur ce plan, ses traditions. Certains, comme les Allemands mélangent beaucoup relations internationales et aide ; les Français moins. Le deuxième aspect est celui du pourcentage de l'aide publique au développement qui transite par les ONG. Or là, les différences sont encore plus grandes. Les Pays-Bas font passer 15% de leur APD par des ONG néerlandaises. En France, c'est moins de 1%. Le Secours catholique, pour prendre cette référence, est financé à 8% environ par des fonds publics, alors que Cordaid, la Caritas hollandaise, est subventionnée à 50%. La France a une tradition liée à l'aide, les ex-colonies, etc. et a plutôt une politique de fonction publique, alors que l'Allemagne aura plutôt une politique d'exportation économique. Les ONG agissent-elles en fonction de ces critères ? Parfois. Il y a quelques années, la Caritas hollandaise a ainsi décidé de diminuer de moitié son budget sur l'Amérique latine pour mettre ce montant-là sur l'Afrique. Tout comme le gouvernement de La Haye...

D&C : Le réseau Caritas est un bon baromètre de la solidarité européenne. Vous êtes vous même engagé aux côtés de ces nouveaux acteurs de la solidarité que sont les Caritas d'Europe de l'Est...

DV : En effet, celles-ci ont beaucoup bougé. Après une première phase où on leur a procuré les financements pour se développer elles-mêmes, elles accèdent maintenant à une capacité de solidarité avec les pays étrangers. Le débat sur l'APD vaut maintenant pour la

Pologne et la République tchèque, qui représentent des fonds importants en termes de solidarité. D'où la nécessité, pour les pays européens, de travailler ensemble de façon à ce que ces gens-là ne refassent pas les mêmes erreurs. Ils ne doivent pas perdre le temps que nous avons perdu dans les années 50.

D&C : Autre acteur de poids aujourd'hui : les fondations privées. On pense à celle de Bill Gates, le fondateur du géant informatique américain Microsoft...

DV : Travailler avec de telles fondations est un vrai défi car elles deviennent en effet des acteurs incontournables, tout en voulant à tout prix travailler avec leur propre réseau. C'est vraiment une question difficile. Ce sont des gens qui raisonnent par projet, ce qui constitue une sorte de contradiction avec la volonté de coopérer avec les autres. Ces fondations pèsent un poids important, elles ont des visions politiques, stratégiques, articulées sur des systèmes de valeurs qui parfois viennent « clasher » avec la vision que nous ou nos partenaires pouvons avoir. Et lorsqu'elles sont seules à décider, il vaut mieux, parfois, se souvenir de leur nationalité...

D&C : Ce phénomène est-il destiné à perdurer, voire à augmenter ?

DV : Je constate qu'en France le mécénat d'entreprise est plutôt croissant. Par exemple, la Société générale finance massivement des programmes d'insertion professionnelle du Secours catholique. La Caritas des États-Unis a, de son côté, créé un service « Gros donateurs » pour tenir compte de cette nouvelle donne. Si Bill Gates donne de l'argent à la Caritas USA, la machine à transformer les intentions fonctionne.

Par contre, c'est l'intervention directe des fondations dans un pays qui peut poser des problèmes car, trop souvent, celles-ci financent des programmes,

mais pas les structures qui permettent de mettre en œuvre les programmes. S'y ajoute aussi la question du type de programmes qu'elles vont financer, la nature des structures de décision et des modes de fonctionnement hyper-occidentaux. Fréquemment, le sommet de ces fondations est contrôlé par un petit nombre de personnes appointées par l'entreprise. On tombe là sur les problèmes de légitimité démocratique.

D&C : Aider, c'est donc avant tout partager, comprendre l'autre et respecter ses besoins, ses traditions, son environnement culturel ?

DV : Ce qui me semble incontournable c'est d'avoir surtout conscience qu'on ne travaille pas seul. La réalité, c'est qu'en soutenant une organisation comme le Secours catholique, la Croix-Rouge ou Médecins sans frontières, on soutient dans les faits un consortium d'ONG, étroitement associées sur le terrain. Au Darfour, le collectif des ONG engagées sur le terrain, qui compte une cinquantaine d'organisations, est piloté par les protestants norvégiens et la Caritas anglaise.

Il faut, enfin, avoir conscience du basculement du monde et de ses conséquences. Prenez l'exemple de l'Asie qui est rentrée dans une course à la richesse, comme le Brésil. Quelles stratégies vont s'y développer en termes de solidarité internationale ? De même les pays occidentaux deviennent frileux dans un contexte de crise globale. Or les Objectifs de développement du millénaire sont loin d'être atteints, en Afrique très particulièrement. Les besoins sont criants. Mais comprendre l'autre, c'est aussi comprendre sa complexité et ses contradictions.

Propos recueillis par Richard Werly et Morgane Retière

Développement et civilisations, publication éditée par l'association Développement et Civilisations - Lebre-Irfed
49, rue de la Glacière – 75013 PARIS – 33(0)1.47.07.10.07 – contact@lebre-irfed.org

Développement et civilisations est le nouveau titre de **Foi et développement** publié, depuis 1972, par le Centre Lebre devenu Développement et Civilisations - Lebre-Irfed. Il reprend le titre de la publication éditée par l'Irfed de 1960 à 1973 **Développement et civilisations**.

L'association Développement et Civilisations - Lebre-Irfed est animée par un réseau d'acteurs de développement solidaire. Avec eux, elle conduit un travail de recherche et de formation. Son budget est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. **Bureau de l'association** : Yves Berthelot (président) – Jean-François Giovannini (vice-président) – Boutros Labaki (vp. Moyen-Orient et monde arabe) – Rethnam Mathias (vp. Asie) – Jorge Balbis (vp. Amérique latine) – Yves Glorieux (trésorier-administrateur) – Isabelle Duquesne (directrice).

Directeur de la publication : Yves Berthelot. **Directeur de la rédaction** : Richard Werly. **Conseil de rédaction** : Yves Berthelot, Vincent Berthelot, Karine Besses, Pierre-Henri Chalvidan, Roland Colin, Bernadette Denys, Jacqueline Heinrich, Lucien Heitz, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Émile Poulat, Christian Rudel, Pierre Vilain, Hassan Zaoual. **Secrétariat** : Sally Rousset, Morgane Retière publications@lebre-irfed.org

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Abonnement annuel tous pays (10 n°/an) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF - chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Lebre-Irfed.

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 – Imprimerie IGC Communigraphie – St Étienne – 04 77 92 04 80 Imprimé sur papier recyclé